

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

CENTRE HOSPITALIER COMMINGES PYRENEES (CHCP)
Avenue Simone Veil
31800 SAINT-GAUDENS

CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE (CRF)
5, cours des Quinconces
31110 BAGNERES DE LUCHON

Objet du marché : Maintenance des appareils élévateurs, quais niveleurs, portes et barrières automatiques du GHT Haute-Garonne et du Tarn Ouest

LOT N° 8 : Maintenance des portes de garage, portes, portails et Barrières motorisés, semi-automatiques, automatiques du CHCP – HDL

SOMMAIRE

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES	4
1-1 Objet du marché	4
1-2 Préambule	4
1-3 Généralités.....	4
1-4 Présentation du GHT	5
1-5 Présentation générale du Centre Hospitalier Comminges Pyrénées et des Hôpitaux de Luchon	6
1-5-1 Le Centre Hospitalier Comminges Pyrénées.....	6
1-5-2 Les Hôpitaux de Luchon	7
1-6 Allotissement	7
1-7 Equipements concernés	8
1-8 Réglementation en vigueur	8
1-9 Obligation en matière environnementale	8
1-10 Sujétion en milieu hospitalier	8
1-11 Obligation du Titulaire.....	8
1-11-1 Personnel d'intervention.....	8
1-11-2 Conditions d'intervention.....	9
1-11-3 Présence d'amiante	10
1-11-4 Confidentialité	10
1-11-5 Evolution technologique, technique ou réglementaire.....	10
1-11-6 Condition d'exploitation et responsabilité du Titulaire	10
1-11-7 Hygiène et sécurité pour les blocs et zones de soins.....	11
1-11-8 Evolution de la consistance du parc	12
TITRE II – EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	13
2-1 Dispositions réglementaires et législatives.....	13
2-2 Généralités.....	13
2-2-1 Forfait de maintenance du Contrat minimal	14
2-2-2 Forfait de maintenance du contrat étendu	14
2-2-3 Gamme de maintenance	15
2-3 Vérifications périodiques	16

Maintenance préventive	16
2-3-3 Contrôle d'accès	17
2-3-4 Assistance aux organismes de contrôle	17
2-3-5 Levées des réserves de maintenance	17
2-4 Traçabilité	17
2-4-1 Carnet d'entretien	17
2-4-2 Gestion de Maintenance Assistée par ordinateur (GMAO)	18
2-4-3 Calendrier de maintenance corrective et levées des réserves	18
2-4-4 Rapport d'activité	18
2-5 Pièces détachées	19
2-5-1 Stock pièces détachées	19
2-6 Délais	20
2-6-1 Délais d'intervention et de remise en service	20
2-6-2 Délais levées des réserves	21
2-6-3 Délais de remise de devis	21
TITRE III – EXECUTION DES PRESTATIONS DE LIVRAISON DE FOURNITURE	21
3-1 Rédaction Devis	21
3-2 Lieux de livraison	22
3-3 Modalité de livraison	22
TITRE IV – EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX	23
4-1 Généralités	23
4-1-1 Introduction	23
4-1-2 Dispositions particulières en site occupé	23
4-1-3 Assurance	24
4-2 Prescriptions techniques	24
4-2-1 Définition du matériel proposé	24
4-2-2 Qualité du matériel	24
4-2-3 Provenance des matériaux et produits	25
4-2-4 Essais et vérification de fonctionnement	25
4-3 Réception des travaux	25
4-3-1 Essais réglementaires et réception de l'ouvrage	25
4-3-2 Mise en service	25
4-3-3 Visa de documents d'exécution	26
4-3-4 Garantie	26
4-4 Modalités de chantier	26
4-4-1 Programme et Calendrier d'exécution	26
4-4-2 Exécution des travaux	26
4-4-3 Visites et investigations	27
4-4-4 Suivi de chantier	27
4-4-5 Propreté du chantier	28
4-4-6 Hygiène et sécurité	28

	Protection de l'environnement	28
4-4-8	Amiante	29
4-4-9	Communication pendant la phase du Chantier	29

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES

1-1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet de définir les prestations de maintenance et de modernisation réalisées sur les portes de garage, portes, portails et barrières motorisés, semi-automatiques ou semi-automatiques des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire Haute Garonne – Tarn Ouest.

1-2 Préambule

- Terminologie

- Le terme « SI » désigne le Système Informatique du titulaire,
- Le terme « BPU » désigne le Bordereau de Prix Unitaire,
- Le terme « BC » désigne le bon de commande,
- Le terme « GHT » désigne le Groupement Hospitalier de Territoire,
- Le terme « Equipement » désigne les portes de garage, portes, portails et barrières motorisés, automatiques ou semi-automatiques,
- Le terme « GMAO » désigne l'outil de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur.

La Politique d'achats du GHT conduit à orienter la maintenance des équipements vers un prestataire ayant la capacité à proposer de la compétence technique, des moyens humains et matériels performants, une bonne réactivité et ce, à des coûts satisfaisants.

Ce marché est un enjeu important pour le GHT avec de fortes attentes sur l'optimisation.

- Des processus d'intervention
- De la disponibilité des équipements
- De la Gestion et des coûts des traitements administratifs
 - Optimisation commandes
 - Optimisation facturation

1-3 Généralités

Le titulaire doit être capable d'assurer ces prestations par la mise en place d'une équipe compétente et d'un système d'information dédié aux domaines concernés, en relation avec des interlocuteurs désignés au sein du CHCP et des HDL.

Ces prestations de maintenance permettront notamment :

- De maintenir un bon niveau de fiabilité et de maintenance des équipements,
- D'optimiser la durée de vie des équipements,
- De bénéficier de conditions de fonctionnement optimales,
- D'assurer la sécurité des biens et des personnes,
- De maîtriser les coûts.

Pour respecter ces objectifs, le titulaire devra :

- Réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du présent CCTP et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.
- Assurer une transparence totale dans l'exécution du contrat, entre les différents intervenants potentiels et les responsables techniques de chaque site du GHT.
- Respecter les arrêtés, décrets et normes en vigueur.

Le titulaire ne pourra remettre en question le respect de ses engagements contractuels pour ne pas avoir mesuré les contraintes environnementales et de fonctionnement du CHCP et des HDL.

Le candidat qui répondra à la consultation est réputé avoir pris en compte dans son chiffrage pour chaque établissement du GHT l'ensemble des contraintes d'environnement et de fonctionnement des sites. En conséquence, l'entreprise ne pourra arguer du fait de son ignorance pour prétendre à ne pas respecter ses engagements contractuels.

Le titulaire ne pourra se prévaloir postérieurement à la signature du contrat ou éventuellement à réception d'un ordre de service ou bon de commande, d'une connaissance insuffisante des sites et installations ou d'éléments locaux tels que moyens d'accès et de stockage, conditions particulières d'interventions (liées aux propres règles de l'hôpital), conditions climatiques ou relations avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

L'entreprise est réputée, lors de la remise de son offre, avoir :

- Une connaissance parfaite des installations existantes, de leurs abords, des conditions d'accès et de tous les éléments et locaux en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations
- Inclus tous les frais annexes consécutifs à l'exécution des prestations ;
- Inclus les frais éventuels subordonnés à l'utilisation de brevets ou procédés spéciaux ;
- Le cas échéant, questionner l'établissement adhérent ou toute personne habilitée à transmettre des renseignements, de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées.

Tout préjudice relatif à un manquement à ces exigences ayant pour conséquence un retard ou une mauvaise exécution, sera à la charge de l'entreprise.

L'entreprise devra prendre en compte les évolutions réglementaires connues au moment de la consultation et ce, tout au long du marché.

1-4 Présentation du GHT

Les établissements du GHT concernés par cet accord cadre sont :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse
- GCS Clinique Universitaire du Cancer
- GCS Blanchisserie Toulousaine de santé
- Le Centre Hospitalier de Lavaur
- Le Centre Hospitalier de Muret
- Le Centre Hospitalier Comminges Pyrénées
- Les Hôpitaux de Luchon
- Le Centre Hospitalier Gérard Marchant



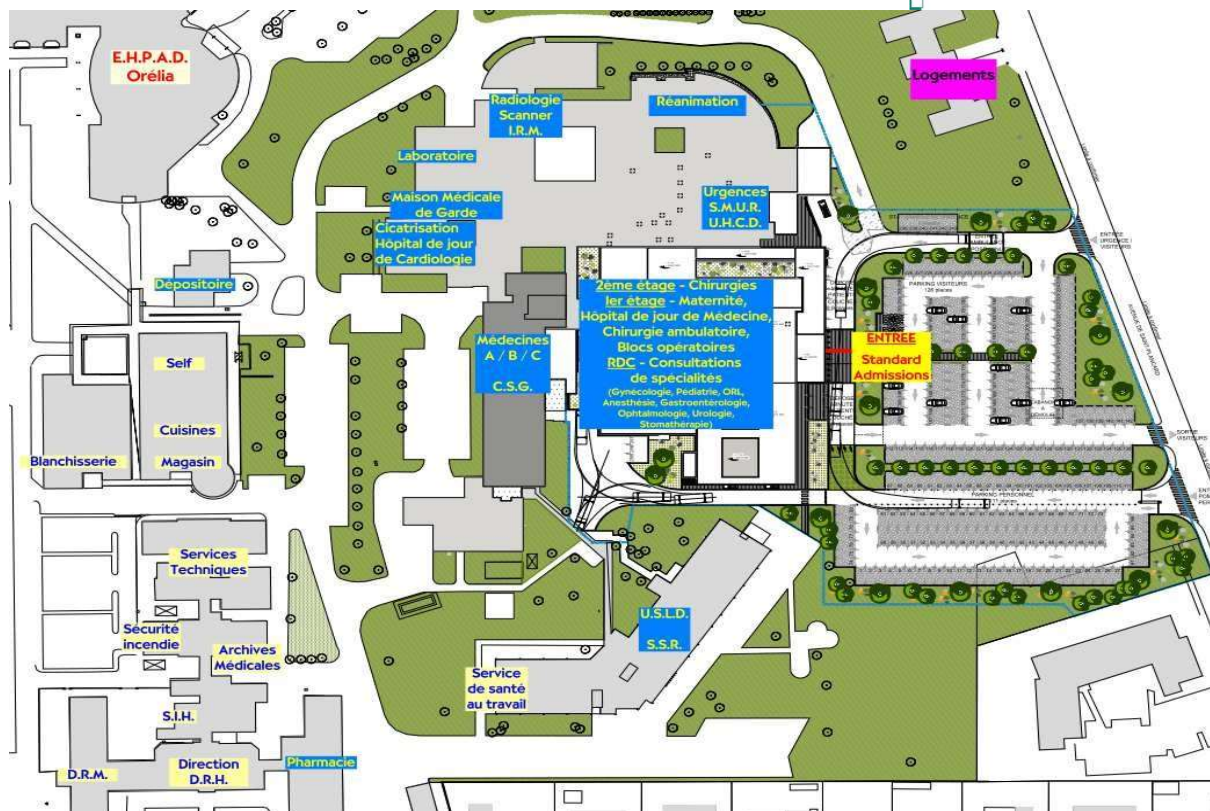
I-5 Présentation générale du Centre Hospitalier Comminges Pyrénées et des Hôpitaux de Luchon

Le CHCP avec plus de 12 589 séjours d'hospitalisations complètes et 6 711 séjours de moins de 24H., 348 accouchements, et 21 534 passages aux Urgences en 2024, réalise sa mission d'une prise en charge de qualité des patients au sein de son territoire.

Le CHCP c'est environ 100 métiers différents qui collaborent ensemble pour faire progresser l'établissement : on compte 980 professionnels de santé (dont 67 médecins et 14 internes) qui assurent le fonctionnement de 438 lits et places répartis en 3 pôles d'activité clinique, 1 pôle médicoteknique et 1 pôle management & logistique.

Les différentes structures des Hôpitaux de Luchon permettent à la population de la région d'accéder à une offre de soins de qualité avec des équipes médicales et soignantes disponibles et disposant des compétences reconnues, pour assurer une activité de rééducation et de réadaptation en Service de Soins de Suite et de Réadaptation et pour répondre à une demande d'hébergement en résidence pour personnes âgées dépendantes.

I-5-1 Le Centre Hospitalier Comminges Pyrénées



Bâtiments	Surface (m ²)	Adresse
M.C.O.	17 496	Avenue Simone Veil 31800 SAINT- GAUDENS
F.P.A.	5 100	Avenue Simone Veil 31800 SAINT- GAUDENS
ADMINISTRATION & LOGISTIQUE	6 480	Avenue Simone Veil 31800 SAINT- GAUDENS
EHPAD ORELIA	7 456	Avenue Simone Veil 31800 SAINT- GAUDENS

I-5-2 Les Hôpitaux de Luchon

SITES	Surface (m ²)	Adresse
Centre de Rééducation Fonctionnelle	8 627	5 Cours des Quinconces 31110 BAGNERES DE LUCHON
EHPAD GABRIEL ROUY & Centre de Convalescence et de Gériatrie	6 292	4 avenue Alexandre Dumas 31110 BAGNERES DE LUCHON
EHPAD Noëlie SECAIL	4 100	Col des Ares 31510 ANTICHAN DE FRONTIGNES

1-6 Allotissement

Les prestations objet du présent marché sont regroupées en un lot unique avec :

- Une

partie forfaitaire

- Une partie à bon de commande sans minimum et maximum.

1-7 Equipements concernés

Les équipements à prendre en compte dans le périmètre du présent CCTP sont donnés en annexe 1.

1-8 Réglementation en vigueur

Le titulaire se référera pour la réalisation du présent marché aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux prestations objets du marché, ainsi qu'aux préconisations des constructeurs des équipements concernés, et ce, pendant toute la durée du marché.

1-9 Obligation en matière environnementale

Le titulaire respectera la réglementation en vigueur concernant la récupération, le recyclage ou l'élimination des déchets liés aux prestations de maintenance. Le transport, le stockage, le recyclage ou l'élimination des déchets sont à la charge du titulaire. Ce dernier fournira au CHCP et aux HDL tous les documents nécessaires justifiant des procédures suivies.

1-10 Sujétion en milieu hospitalier

Il est rappelé que les prestations se dérouleront en milieu hospitalier, en sites occupés.

Le titulaire doit en conséquence tenir compte et prévoir toutes les dispositions et aménagements nécessaires pour limiter au maximum les nuisances occasionnées lors des interventions (poussières, bruits...) qui viendraient troubler les activités de soins tant vis à vis des patients que du personnel hospitalier.

Le titulaire s'assurera de ne pas gêner la circulation des personnes, des véhicules d'urgence médicale lors de ses interventions sur le terrain (voies de pompiers, parkings...).

- L'accès aux blocs opératoires sera impérativement programmé et pourra en cas d'urgence opératoire être remis en cause à la dernière minute.
- Suivant les disponibilités des agents de l'établissement et en fonction du type d'intervention, le Titulaire sera ou non accompagné.

1-11 Obligation du Titulaire

1-11-1 Personnel d'intervention

Le titulaire dispose de toutes les compétences, moyens humains et matériels nécessaires pour répondre aux obligations de résultat imposées par le présent marché. Le personnel devra être en nombre suffisant, qualifié, habilité et spécialement formé aux tâches et opérations de maintenance qui lui sont confiées.

Le titulaire transmettra la liste des personnes assurant les prestations de maintenance des équipements. En aucun cas, le titulaire ne pourra demander au CHCP et aux HDL de lui fournir du personnel pour l'exécution des prestations.

Les personnes intervenantes au CHCP et aux HDL devront être impérativement habilitées pour les tâches qui leur incombent.

Elles

devront être obligatoirement munies d'un badge avec photo délivré par le titulaire du marché et de leur carnet d'habilitation, qui pourra leur être demandé à tout moment par le personnel du CHCP et des HDL.

Au début du marché, les personnes intervenantes seront présentées aux responsables de la sécurité /sreté et aux personnels techniques des divers sites du CHCP et des HDL.

Le titulaire assure le remplacement immédiat du personnel manquant par un personnel de même qualification, qu'elles que soient les circonstances.

Le titulaire désigne un Représentant qui est l'interlocuteur habituel du CHCP et des HDL. Tout changement de Représentant doit être réalisé conformément aux dispositions du CCAP.

Le titulaire met à disposition de son personnel tout l'outillage et l'appareillage nécessaires à la bonne exécution du marché. L'outillage et l'appareillage seront conformes à la réglementation et régulièrement contrôlés et vérifiés.

Les moyens de communication du personnel font partie de l'outillage pris en charge par le titulaire. Le titulaire s'assurera que ces dispositifs sont compatibles avec les équipements du CHCP et des HDL. Il est rappelé que les réseaux commerciaux de télécommunication ne sont pas autorisés dans les services de soins ou d'examen.

1-11-2 Conditions d'intervention

Les divers sites du CHCP et des HDL établiront en concertation avec le titulaire, les mesures nécessaires pour établir un plan de prévention pour notamment prévenir les accidents du travail :

- Plans préventifs d'hygiène et de sécurité,
- Gestion des extincteurs et des permis feux,
- Eclairage des zones d'évolution des personnels,
- Contrôle des échelles et des garde-corps fixes,
- Respect des règles de circulation et de stationnement.
- Porter à la connaissance du titulaire le DTA (dossier technique amiante) de l'établissement

Les techniciens du titulaire peuvent être amenés à intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante ; à ce titre, le titulaire devra fournir la preuve que ses techniciens ou intervenants sont formés suivant la réglementation en vigueur en sous-section 4 et appliquent pour chaque processus mis en place les mesures de précautions établies dans le mode opératoire.

- etc....
- Ou d'une façon générale toutes les règles de bonne conduite.

Si l'intervention sur les équipements nécessite l'emploi de poste de soudure, l'utilisation de produits ou de procédés susceptibles de dégager des vapeurs toxiques ou des travaux pouvant provoquer des étincelles ou par point chaud, le titulaire est tenu de demander un permis feu auprès du responsable de la sécurité incendie du site concerné et autres procédures relatives qui serait de nature à perturber l'activité hospitalière.

Le titulaire prendra toutes les précautions et les dispositifs de protection nécessaires lors de ses interventions.

Les Services Techniques et de sécurité du CHCP et des HDL procéderont par sondage à l'évaluation de l'application des conditions d'intervention par le titulaire.

Le non-respect de ces consignes soumettra le titulaire à l'application de pénalités définies dans le CCAP du présent marché.

Les éléments relatifs aux mesures générales de prévention applicables au CHCP et aux HDL figurent en annexe du présent CCTP dans le dossier Hygiène et sécurité.

Le titulaire sera tenu de se soumettre aux contraintes de l'organisation générale du CHCP et des HDL, par exemple : passages imposés, interventions phasées ou en horaires décalés par tranche, etc... ainsi que celles dues à l'environnement, sans que ne puisse être demandé d'augmentation d'honoraires dans le cas du contrat étendu. Pour le contrat minimal, cette augmentation d'honoraires sera traitée par bon de commande d'après les informations figurant dans l'annexe financière.

1-11-3 Présence d'amiante

Toute activité réalisée à proximité ou sur des MPCA (matériaux ou produits contenant de l'amiante), oblige à appliquer des règles strictes : obligations réglementaires et consignes au CHCP et aux HDL ; c'est pourquoi, il sera demandé de respecter les consignes édictées ci-dessous. Ces éléments ne sont nullement limitatifs, mais représentent un préalable obligatoire.

Il appartient au titulaire de tout mettre en œuvre, afin de respecter ces principes et de prévoir dans les offres la gestion du risque amiante. Pour cela, le titulaire pourra consulter sur simple demande auprès des responsables du CHCP et des HDL le Dossier Technique Amiante (DTA) de chaque établissement.

1-11-4 Confidentialité

Le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour son personnel, à considérer comme confidentiels, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents d'ordre technique dont il aura eu connaissance au titre de ce marché.

1-11-5 Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du responsable technique de l'établissement, de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation.
- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

1-11-6 Condition d'exploitation et responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est informé par le CHCP et les HDL de la classification de certains sites et des conséquences que cela entraîne, notamment en termes de performance attendue, des consignes de sécurité spécifiques à l'établissement et des consignes d'évacuation en cas d'incendie.

En cas d'évolution du classement du patrimoine, le Titulaire avisera l'établissement sous 15 jours des conséquences potentielles de ces modifications. Au-delà de ce délai, il en accepte la totalité des contraintes dans le cadre du présent contrat forfaitaire.

En cas de désorganisation des conditions d'exploitation d'un bâtiment ERP à la suite de la mise à l'arrêt d'un/des équipement(s) au-delà de **3 jours ouvrés** ou non, le Titulaire prendra à sa charge les frais inhérents aux dispositions compensatoires qu'aura dû mettre en place l'établissement du GHT pour assurer la continuité du service. Le CHCP et les HDL pourront avoir recours à une société gardiennage par exemple.

Sur décision expresse du CHCP et des HDL, la clause de gardiennage pourra être applicable immédiatement.

En cas de défaillance prolongée au-delà des délais figurant dans le présent contrat, le Responsable technique du CHCP et des HDL peut faire appel soit à l'installateur, soit au fabricant de l'équipement pour effectuer les réparations et remise en service aux torts et frais exclusifs du Titulaire.

Le CHCP et les HDL assurent un service public. Le bon fonctionnement des équipements est une des conditions du maintien de la sécurité et du respect de ce service.

Le Titulaire indiquera donc comment il répondra à cette nécessité, y compris dans des cas de grève, de pandémie... etc.

Dans son mémoire technique, le candidat déclinera son plan de continuité de service.

Le non-respect de ce plan de continuité de service pourra donner lieu à l'application des **pénalités prévues au CCAP**.

Le titulaire ne doit pas laisser s'installer une situation dangereuse pouvant porter atteinte à la santé, à la sécurité et aux biens des personnes.

A cet effet, il doit informer le CHCP et les HDL de toute situation dangereuse existante au démarrage du contrat ou pouvant survenir par la suite en cours de contrat, de proposer des solutions adéquates et commentées visant à éliminer les situations à risques et de proposer des devis appropriés.

Le titulaire doit s'assurer au démarrage du contrat que les équipements sont conformes aux normes, lois, décrets et arrêtés leur étant applicables et le cas échéant de proposer la mise en conformité des équipements et de fournir un devis argumenté au CHCP et aux HDL.

Le titulaire doit assurer la veille légale et réglementaire et informer l'établissement des nouvelles dispositions prises par application des décrets et arrêtés, de proposer des solutions d'amélioration et de fournir un devis argumenté.

1-11-7 Hygiène et sécurité pour les blocs et zones de soins.

Le titulaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité, l'hygiène, la santé et la sécurité de ses employés intervenants sur les équipements au CHCP et aux HDL.

L'entreprise doit exercer une surveillance continue afin d'éviter tous accidents pouvant survenir à ses employés, aux personnes utilisatrices des équipements ou aux personnes se trouvant dans l'environnement d'un équipement en cours de maintenance ou de travaux exécutés par le titulaire du présent marché.

Le titulaire est informé qu'il intervient dans des établissements publics de santé et que certaines interventions dans des secteurs particuliers en activité de l'établissement peuvent être source de contamination pour certains malades « immunodéprimés ».

Les risques de contamination par les poussières entrent dans la catégorie des Aspergilloses Invasives Nosocomiales. La transmission à l'homme est aérienne, soit par les voies respiratoires, soit par inoculation directe lors d'une intervention chirurgicale.

Des mesures de prévention sont à envisager et à valider préalablement avec le Cadre Hygiéniste de l'Etablissement et/ou le Coordonnateur de Sécurité/Santé. Selon l'étendue des

interventions, ces mesures pourront être amenées à être approuvées par le C.H.S.C.T. de l'établissement concerné.

Pour certains secteurs particuliers à risques de contamination, le prestataire est informé qu'il peut être amené à porter des équipements spécifiques tels que sur-chaussures, combinaison, bonnet...

1-11-8 Evolution de la consistance du parc

L'annexe financière du marché mentionne l'inventaire du parc des équipements soumis à une maintenance de type forfaitaire, tel qu'existant à la date de signature du contrat. Ce parc est susceptible d'évoluer tout au long de la durée du marché, par :

- **L'ajout d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché** : il s'agit d'équipements initialement sous garantie ou acquis au cours du présent marché, et qui sont inclus dans le marché à compter de la date d'expiration de la garantie ;
- **Le retrait d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché** : ces appareils ne donnent alors plus lieu à facturation.

Lorsque les modifications de parc consistent en des suppressions d'équipements ou des ajouts d'équipements identiques ou semblables à ceux prévus au marché et soumis à un tarif de maintenance déjà prévu au marché, ces modifications se traduisent par une mise à jour trimestrielle de l'annexe financière, basée sur le nouvel état du parc constaté par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le montant facturé est calculé au prorata temporis, en tenant compte de la date effective d'ajout ou de retrait de l'équipement.

En cas d'ajout d'équipements soumis à des conditions tarifaires nouvelles, non prévues au marché initial, l'intégration de ces équipements et de leurs tarifs de maintenance, donnera lieu à la signature d'un avenant.

Le titulaire doit intervenir sur simple demande du CHCP et des HDL, dans les conditions de délai d'intervention prévu au contrat sur les équipements qui sont en attente d'une intégration au contrat. Dans ce cas, l'intervention du titulaire sur l'équipement en panne fera l'objet d'un bon de commande de régularisation sur la base du rapport d'intervention.

Ce rapport d'intervention cosigné par le technicien du titulaire et le représentant des Services Techniques où figureront :

- Le numéro de la demande d'intervention GMAO,
- Le numéro de l'instance GMAO,
- Le nom de l'intervenant,
- L'heure d'arrivée du technicien sur site,
- L'heure de départ du technicien du site,
- La durée de l'intervention,
- La cause de l'intervention,
- Les éléments relatifs au BPU Bordereau de prix (si cela est le cas)
- Le descriptif voire référence de la pièce détachée remplacée (si cela est le cas).

C'est sur les éléments portés dans ce document et dans l'annexe financière que le titulaire facturera au CHCP et aux HDL sa prestation de dépannage.

TITRE II – EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

2-1 Dispositions réglementaires et législatives

L'entretien des équipements est réalisé conformément aux dispositions réglementaires et législatives en vigueur la liste ci-dessous est indicative et non limitative :

- Décret n° 92-332 du 31 mars 1992 modifiant le code du travail
- Décret n° 92-333 du 31 mars 1992 modifiant le code du travail
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail ;
- Arrêté du 10 novembre 1994 portant approbation des dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)
- Arrêté du 2 juillet 2004 portant application aux portes, portails et barrières du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par les décrets n° 95-1051 du 20 septembre 1995 et n° 2003-947 du 3 octobre 2003 ;
- Arrêté du 1 août 2006 (accessibilité PMR) modifié par arrêté du 30 novembre 2007 ;
- Arrêté du 9 août 2006 relatif à l'application de l'article R.125-3-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 relatif à la sécurité sur les lieux de travail ;

Le titulaire s'engage à effectuer les opérations de maintenance conformément à la réglementation, aux dispositions telles que définies dans le présent cahier des charges et selon le type de bâtiment, établissement recevant du public (ERP), bâtiment assujéti au code du travail.

2-2 Généralités

Le contenu des prestations tient compte des prescriptions du constructeur, des conditions et de la fréquence d'utilisation, des horaires d'intervention, de l'âge, de la technologie de l'installation, de la connexion à un système de phonie ou/et contrôle d'accès.

La maintenance porte sur les éléments suivants :

- le tablier, vantail, barrière ;
- les éléments de guidage (rails, galets.) ;
- les articulations (charnières, pivots.) ;
- les fixations ;
- les éléments de transmission du mouvement, pignons, poulies ;
- les motoréducteurs, pompes, compresseurs, bâche hydraulique ;
- les chaînes, câbles, sangles, vérins, courroies ;
- les fins de course ;
- les organes de commande ;
- les organes de sécurité des personnes ;
- les limiteurs d'efforts ;
- l'armoire de commande ;
- l'équilibrage (contrepoids, ressorts) ;
- le débrayage manuel ;
- la signalisation visuelle et sonore, et le marquage au sol ;
- la propreté de l'ensemble de l'équipement.

Le CHCP et les HDL opteront pour un contrat étendu ou minimal.

2-2-1 Forfait de maintenance du Contrat minimal

Le contrat **minimal** comprend les prestations décrites dans les autres § du présent CCTP et la réalisation des prestations ci-dessous de 8h à 18h les jours ouvrés du lundi au vendredi :

- Les visites d'entretien périodiques, nettoyage, graissage, réglages des organes mécaniques, électriques et électroniques nécessaires au bon fonctionnement dans des conditions normales de sécurité ;
- Les interventions quelque qu'en soit la raison (dépannage, assistance au bureau ou organisme de contrôle) ;
- La fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires à un bon fonctionnement ;
- La fourniture et l'affichage des notices d'instruction et d'utilisation lorsqu'elles sont effacées, dégradées ou inexistantes ;
- La réparation ou le remplacement des petites pièces hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal des installations tels que galets, axes, goupilles, visserie, patins de guidage de porte piétonne, signalisation lumineuse et sonore, organes de l'armoire de manœuvre tels que fusibles.

Le contrat minimal ne comprend pas :

- Le remplacement des pièces constituant les systèmes de sécurité hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal des installations (barres palpeuses, cellules photo électriques, limiteurs de couple mécaniques ou électromécaniques, câbles, sangles, chaînes, ressorts de compensation/d'équilibrage, systèmes empêchant la chute du tablier, organes de commande et télécommande pour la partie récepteur et émetteur, cartes électroniques de commande, de réception...) ;
- Le remplacement des batteries de secours ;
- Le remplacement des pièces constituant la structure des installations et les éléments de fixation dans le gros œuvre ;
- La réparation ou le remplacement des pièces consécutifs à des actes de vandalisme ;
- La réparation ou le remplacement des pièces fixes et mobiles ou de la structure des installations consécutif à une mauvaise utilisation des équipements, dégradations dues à un autre corps d'état lors d'opérations de manutention, de perçage, de travaux de fouille, au non-respect des instructions d'utilisation ou à une catastrophe naturelle ;
- La mise en conformité des équipements nécessitée par la réglementation ;
- Le marquage au sol ;
- Le remplacement et la reprogrammation des dispositifs de commande radioélectriques ou électriques tels que les badges, télécommandes, claviers, digicodes ;
- Le remplacement des dispositifs de détection enfouis ou apparents tels boucles magnétiques et inductives
- Le traitement anticorrosion.

Ces prestations pourront être traitées par bon de commande.

2-2-2 Forfait de maintenance du contrat étendu

Le contrat **étendu** est un contrat 24h/24h 365 j/an qui comprend les prestations décrites dans les autres § du présent CCTP et la réalisation des prestations ci-dessous :

- Les visites d'entretien périodiques, nettoyage, graissage, réglages des organes mécaniques, électriques et électroniques nécessaires au bon fonctionnement dans des conditions normales de sécurité ;

- Les interventions quelque qu'en soit la raison (dépannage, assistance au bureau ou organisme de contrôle) ;
- La fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires à un bon fonctionnement ;
- La fourniture et l'affichage des notices d'instruction et d'utilisation lorsqu'elles sont effacées, dégradées ou inexistantes.
- La réparation ou le remplacement des petites pièces hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal des installations tels que galets, axes, goupilles, visserie, patins de guidage de porte piétonne, signalisation lumineuse et sonore, organes de l'armoire de manœuvre tels que fusibles ;
- Le remplacement des pièces constituant les systèmes de sécurité hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal des installations (barres palpeuses, cellules photo électriques, limiteurs de couple mécaniques ou électromécaniques, câbles, sangles, chaînes, courroies, ressorts de compensation/d'équilibrage, systèmes empêchant la chute du tablier, organes de commande et télécommande pour la partie récepteur et émetteur, cartes électroniques de commande, de réception...) ;
- Le remplacement des batteries de secours ;
- Le remplacement des dispositifs de détection enfouis ou apparents tels boucles magnétiques et inductives ;
- Le traitement anticorrosion ;
- Les coûts relatifs aux dépannages, maintenances curative et corrective (pièces, main d'œuvre, déplacement, fourniture) 24h/24h/ 365 J/an sont intégrés dans le forfait à l'exception des dépannages et autres maintenances qui font suite à des actes de vandalisme.

Le contrat étendu ne comprend pas :

- le remplacement des pièces constituant la structure des installations et les éléments de fixation dans le gros œuvre ;
- la réparation ou le remplacement des pièces consécutifs à des actes de vandalisme ;
- la réparation ou le remplacement des pièces fixes et mobiles ou de la structure des installations consécutif à une mauvaise utilisation des équipements, dégradations dues à un autre corps d'état lors d'opérations de manutention, de perçage, de travaux de fouille, au non-respect des instructions d'utilisation ou à une catastrophe naturelle ;
- la mise en conformité des équipements nécessitée par la réglementation ;
- le marquage au sol ;
- le remplacement et la reprogrammation des dispositifs de commande radioélectriques ou électriques tels que les badges, télécommandes, claviers, digicodes ;
- le traitement anticorrosion.

Ces prestations pourront être traitées par bon de commande.

2-2-3 Gamme de maintenance

Opérations	Semestriel
Vérification du bon fonctionnement des dispositifs concourant à la sécurité des personnes et des biens (barres palpeuses, pressostats, cellules photo électriques, etc.)	X

Vérification du débrayage manuel pour les portes de garage et les portes piétonnes, débrayage des vantaux et mise en mode « évacuation » pour les portes tournantes.	X
Vérification du bon fonctionnement du limiteur d'effort pour tous types de portes et les barrières.	X
Vérification des articulations, charnières, pivots, pignons.	
Vérification de l'état de conservation des affiches et du bon fonctionnement de la signalisation, feux orange clignotants, éclairage des zones de débattement et de refoulement, matérialisation au sol de l'aire dangereuse de mouvement.	X
Vérification des éléments de transmission du mouvement tels que bras, câbles, chaînes, sangles, courroies, poulies, pignons, clavettes et tous dispositifs associés.	X
Vérification du motoréducteur électrique, électrohydraulique, système pneumatique	X
Lubrification et réglages nécessaires au bon fonctionnement	X
Examen général du fonctionnement des installations	X
Vérification de(s) batterie(s) de secours et de la mise en mode « panique » des portes piétonnes en cas de coupure de l'alimentation principale.	X
Nettoyage des mécanismes, de l'intérieur et du dessus des caissons.	X
Vérification du verrouillage de porte ou de barrière	X
Vérification des éléments de guidage tels que rails, galets, guides.	X
Vérification des organes de commande et télécommande.	X
Vérification des systèmes d'équilibrage tels que contrepoids, ressorts...	X
Vérification et dépoussiérage de l'armoire de commande et de ses composants	X
Vérification des fixations des installations dans le gros œuvre	X
Vérification du fonctionnement du système empêchant la chute du tablier si existant	X
Vérification de l'état des peintures, de la corrosion et de la déformation suite à chocs	X

Après chaque maintenance préventive d'un équipement, le technicien du titulaire apposera sur ledit équipement une étiquette autocollante indiquant la date de réalisation de la maintenance, exemple : « Équipement vérifié le 02/08/2021 ».

Pour les portes automatiques ou semi-automatiques, cette étiquette devra être positionnée en hauteur sur la gauche du bandeau supérieur et être visible par les utilisateurs.

Pour les autres équipements, l'étiquette sera collée à l'intérieur du boîtier de commande ou du compartiment moteur.

2-3 Vérifications périodiques

2-3-1 Maintenance préventive

Le nombre de maintenance préventive par équipement est de deux par an. Pour un même équipement, un délai de 6 mois à plus ou moins 15 jours est à respecter entre deux maintenances préventives.

Lors de ces opérations de maintenances préventives, le titulaire effectue la réparation, ou le cas échéant, le remplacement des pièces lorsqu'elles sont défectueuses ou usées, afin de garantir un bon fonctionnement de l'équipement dans l'attente de la prochaine maintenance préventive.

Le titulaire réalise les opérations de maintenances préventives les jours ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h. En fonction de l'activité hospitalière, il peut être appelé à exécuter

certaines

maintenances préventives hors heures et jours ouvrés exemple : portes automatiques des blocs opératoires. Le coût des opérations de maintenances préventives réalisées hors

heures et/ou jours ouvrés est intégré dans le forfait étendu et traité par bon de commande pour le forfait minimal.

2-3-3 Contrôle d'accès

Les équipements peuvent être équipés d'un dispositif limitant l'accès aux seules personnes autorisées, tels que, contacts à clef, clés codées, claviers, lecteurs de badges de toutes sortes (liste non exhaustive).

Le Titulaire doit entretenir et remplacer (hors interface bâtiment) ces dispositifs de contrôle d'accès au titre du présent contrat. La fourniture des badges, clés codées est à la charge du CHCP et des HDL, seul la partie fixe installée sur les équipements est à la charge du Titulaire.

2-3-4 Assistance aux organismes de contrôle

Le CHCP et les HDL se réservent la possibilité de procéder lui-même ou de faire procéder par une personne compétente de son choix, à la vérification de la bonne exécution des prestations. Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent contrat.

Les opérations de vérification et de contrôles réglementaires sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et sur le respect du présent contrat.

Le Titulaire et le Bureau de Contrôle doivent se coordonner pour la planification des contrôles. Le Titulaire est présent sur les lieux lors des opérations de vérification s'il est prévenu au moins 15 jours avant par écrit. Cependant, ce délai peut être réduit si des circonstances exceptionnelles nécessitent une intervention rapide.

Le Titulaire doit déléguer une personne suffisamment compétente pour réaliser les essais. La présence du technicien affecté à la maintenance de l'équipement est recommandée.

2-3-5 Levées des réserves de maintenance

Le Titulaire s'engage à lever l'ensemble des réserves émises par les organismes de contrôle tout au long de son contrat. Les réserves concernées sont celles liées à la maintenance des équipements et dues au titre du présent contrat forfaitaire.

2-4 Traçabilité

2-4-1 Carnet d'entretien

Le Titulaire tient à jour après chaque visite d'entretien et après chaque intervention de dépannage, le carnet d'entretien papier ou informatique mis à la disposition du CHCP et des HDL et ce malgré l'existence éventuelle d'une GMAO.

Sont mentionnées sur le carnet d'entretien les informations :

- Dates, heures d'arrivée et de départ du technicien ;
- Nom et signature du technicien ;
- Nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectuées sur les équipements au titre de l'entretien ;
- Date et cause des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage ;
- Pour le cas où le Titulaire utilise des codes pour la maintenance, un lexique permettant de faire le lien entre ces codes et les opérations effectuées doit être annexé au registre de maintenance.

La

présence du carnet d'entretien ne dégage pas le Titulaire de son obligation de renseigner la GMAO lorsqu'elle existe et avec un niveau de précision au moins égal à celui du carnet d'entretien.

2-4-2 Gestion de Maintenance Assistée par ordinateur (GMAO)

Les établissements du GHT possédant un GMAO auront la possibilité, s'ils le souhaitent, d'émettre automatiquement auprès du Titulaire des demandes d'intervention de tout type de maintenance et levées de réserve.

Lorsque le CHCP et les HDL auront mis en place une GMAO, le titulaire leur transmettra au format Excel dans les 15 jours qui suivent la notification du marché.

- Le planning de réalisation des gammes de maintenance
- Les gammes de maintenance

Le Titulaire se rapprochera du CHCP et des HDL dans les 15 jours qui suivent la notification du marché afin de mettre en place une formation de ses techniciens à l'utilisation de la GMAO. Le titulaire devra renseigner un compte rendu d'intervention pour chaque demande GMAO et ce, dans un délai accordé.

La GMAO pourra être renseignée :

- manuellement par les techniciens du Titulaire depuis un PC mis à disposition par le CHCP et les HDL
- via une passerelle informatique automatisée entre la GMAO du CHCP et des HDL et le SI du Titulaire (charge au SI du Titulaire de la développer).
- via des fichiers d'import informatique au format Excel préfinis, renseignés par le Titulaire et envoyés par mail au CHCP et aux HDL.

Le titulaire aura obligation de fournir les éléments et les informations nécessaires à renseigner la plateforme informatique de l'AMO.

2-4-3 Calendrier de maintenance corrective et levées des réserves

Le Titulaire devra soumettre au CHCP et aux HDL son calendrier de maintenance corrective et levées des réserves, qui devra faire apparaître les éléments suivants :

- La désignation de l'équipement ;
- La date de mise à l'arrêt de l'équipement ;
- La date de remise en service de l'équipement ;
- La définition des travaux exécutés.

Le Titulaire devra, moyennant un préavis de 15 jours calendaires, informer l'établissement de toute intervention complémentaire nécessitant l'arrêt d'un équipement.

Les conditions d'intervention sont déterminées d'un commun accord entre l'établissement et le Titulaire en prenant en compte les spécificités de l'activité hospitalière.

Ce calendrier aura valeur contractuelle.

2-4-4 Rapport d'activité

Un rapport d'activité réalisés par le titulaire accompagnera les réunions annuelles. Ces réunions seront organisées sur site au CHCP et aux HDL.

La réunion annuelle aura pour objet :

- De vérifier le respect du planning de maintenance préventive ;

- De vérifier l'avancer des levées de réserves ;
- De vérifier que l'outil GMAO est bien renseigné ;
- De faire l'analyse des interventions de maintenance correctives et de définir les éventuelles actions à mener ;
- De faire le bilan des travaux exécutés et à exécuter ;
- De rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et de la qualité.
- Le taux de disponibilité de chaque équipement sur le trimestre et en cumulé.
- Le nombre de panne par équipement sur le trimestre et en cumulé.
- Taux d'appels et taux de panne par équipement ;
- Listing des appels et dysfonctionnements groupés selon leur nature : défaillance technique, mauvaise utilisation, vandalisme, causes extérieures ou cas de force majeure, ... ;
- Le coût € TTC des pièces détachées remplacées (hors main d'œuvre) par équipement
- Le listing des équipements ayant subi une mise à l'arrêt > 3 jours, avec la raison de l'immobilisation ;
- Les délais d'intervention moyen ;
- Le listing des équipements avec plus de 3 pannes sur 1 mois. Evolution sur 6 mois de ces équipements ;
- Un historique des maintenances préventive et le temps passé ;
- Des suggestions utiles qui permettront d'améliorer la fiabilité des équipements ;
- Un bilan sur le suivi des levées de réserves maintenance. Un détail d'avancement par équipement devra être fourni ;
- Un planning de levée des réserves non levées ;
- Une analyse des écarts et remise de préconisations.

Les données des rapports trimestriels seront accompagnées d'analyses, de commentaires et de recommandations.

Le Titulaire fera parvenir au CHCP et aux HDL **5 jours ouvrés** avant la date de la réunion, le rapport aux formats PDF et Excel pour les données chiffrées.

2-5 Pièces détachées

2-5-1 Stock pièces détachées

Le candidat présentera dans son mémoire technique l'organisation qu'il compte mettre en place pour assurer l'approvisionnement et la disponibilité des pièces détachées dans **les délais impartis**. Il indiquera les marques d'équipement qui composent son stock en précisant le % des pièces détachées que représente chaque marque dans son stock.

Le Titulaire doit constituer un stock de pièces détachées de toutes les marques présentes au CHCP et aux HDL, lui permettant de garantir une remise en service des équipements dans **les délais impartis**. Le Titulaire s'engage à fournir l'ensemble des pièces de rechange de chaque équipement de marque autres que celles vendues et installées par lui-même sans application de clause de vétusté.

Ce stock sera entreposé dans ses locaux ou, le cas échéant, dans les locaux mis à la disposition par le CHCP et les HDL. Le Titulaire reste responsable de son stock situé dans les locaux mis à disposition par le CHCP et les HDL. La charge financière de ce stock reste à la charge du titulaire.

Dans le cas où le Titulaire ne serait plus en mesure de fournir une pièce :

- Il démontre l'obsolescence et le caractère non-réparable (courrier constructeur validé par un tiers expert par exemple) ;

proposé au CHCP et aux HDL la réalisation de travaux de remplacement voire de modernisation (si cela se justifie techniquement ou économiquement). L'offre est présentée sous forme détaillée en prix et prestations.

Chaque panne devra être expliquée par le Titulaire à la demande du CHCP et des HDL, notamment en déterminant la cause.

Au-delà des délais indiqués ci-dessus, et dans le cas où le Titulaire ne serait plus en mesure de fournir une pièce après avoir démontré l'obsolescence et le caractère non réparable, il propose à l'établissement la réalisation de travaux de modernisation. L'offre est présentée sous forme détaillée en prix et prestations.

La fourniture et la pose des pièces hors contrat feront l'objet de facturation supplémentaire selon le Bordereau de Prix Unitaire "BPU" annexé à l'acte d'engagement du présent marché.

Les techniciens du Titulaire qui interviennent hors heures et jours ouvrés doivent avoir accès aux stocks de pièces détachées.

Toutes les pièces remplacées dans le cadre d'opération de maintenance seront garanties 1 an.

2-6 Délais

2-6-1 Délais d'intervention et de remise en service

Le titulaire s'engage à intervenir :

- Contrat minimal : Les jours ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h
- Contrat étendu : 24h/24 tous les jours de l'année, à compter de l'appel des Services Techniques du CHCP et des HDL

Le titulaire devra mettre en place les outils permettant d'assurer au CHCP et aux HDL :

- La prise en compte immédiate de son appel ; contact de son centre d'appel ainsi qu'une procédure dégradée en cas de défaillance de ce dernier.
- La confirmation de la prise en compte de son appel.

Criticité ⁽¹⁾	Délai d'intervention	Délai de remise en service
1	2 heures	8 heures
2	4 heures	24 heures
3	8 heures	48 heures

(1) Dans le cas présent, la criticité mesure l'impact d'une défaillance d'un équipement sur les personnes, les biens et l'activité hospitalière :

Niveau de criticité	Impact	Estimation en % des interventions
1	Urgent	5 %
2	Critique	20 %
3	Tolérable	75 %

Délais levées des réserves

Etat de la réserve	Délais pour effectuer la levée de réserve
Réserve révélant une anomalie de maintenance mettant en cause la sécurité des personnes ou la préservation du matériel, l'équipement pourra être mis hors service.	24h pour effectuer la réparation
Réserve révélant une anomalie de maintenance ne mettant pas en cause la sécurité des usagers ou des intervenants sur l'équipement ou si la préservation du matériel n'est pas mise en cause	Dans les 30jours qui suivent la date de la transmission de la réserve au titulaire

2-6-3 Délais de remise de devis

Situation	Délais maximum pour la réception du devis
Equipement à l'arrêt	Dans les 24h qui suivent la mise à l'arrêt de l'équipement
Equipement en fonctionnement	Dans les 72h qui suivent la demande de devis
Devis pour fourniture	Dans les 72h qui suivent la demande de devis

TITRE III – EXECUTION DES PRESTATIONS DE LIVRAISON DE FOURNITURE

Le titulaire s'engage à assurer l'approvisionnement en pièces détachées et de consommables pour les Services Techniques du CHCP et des HDL.

Le Titulaire ne doit en aucun cas délivrer de la fourniture sans bon de commande.

3-1 Rédaction Devis

Pour la fourniture, le titulaire du marché fournira un devis détaillé qui sera envoyé par messagerie au format PDF et comportera :

- Les informations concernant le marché :
 - Le numéro de marché, objet et référence ;
 - Les références des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
 - L'identification du titulaire (dénomination sociale, numéro SIRET ou SIREN, adresse) ;
 - Le numéro fournisseur du titulaire du marché.
- Les informations concernant la fourniture :
 - La marque ;
 - Le libellé ;
 - La référence ;
 - La quantité ;
 - Le numéro du code (pour la fourniture identifiée dans le BPU) ;
 - Le prix unitaire HT et TTC de la fourniture ;
 - Pour la fourniture non ciblée au BPU, le coefficient de majoration ou minoration à appliquer sur le prix de la fourniture du tarif public fournisseur, tel que fixé dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement ; (le

titulaire

- devra fournir la copie de la facture « fournisseur » lors de la facturation) ;
- Frais de livraison (voir CCAP).

3-2 Lieux de livraison

Les fournitures pourront être principalement livrées aux adresses ci-dessous indiquées :

Centre Hospitalier Comminges Pyrénées	Avenue Simone Veil 31800 SAINT-GAUDENS <u>Horaires d'ouverture des réceptions :</u> Du lundi au vendredi de 8h à 16h Prendre contact avec le service technique au 05.62.00.40.44
Hôpitaux de Luchon	Centre de Rééducation Fonctionnelle 5 Cours des Quinconces 31110 BAGNERES DE LUCHON <u>Horaires d'ouverture des réceptions :</u> Du lundi au vendredi de 8h à 16h Prendre contact avec le service technique au 06.10.04.18.04
	EHPAD GABRIEL ROUY 4 avenue Alexandre Dumas 31110 BAGNERES DE LUCHON <u>Horaires d'ouverture des réceptions :</u> Du lundi au vendredi de 8h à 16h Prendre contact avec le service technique du C.R.F. de Luchon
	EHPAD NOELIE SECAIL Col des Ares 31510 ANTICHAN DE FRONTIGNES <u>Horaires d'ouverture des réceptions :</u> Du lundi au vendredi de 8h à 16h Prendre contact avec le service technique du C.R.F. de Luchon

La liste des lieux d'exécution est susceptible d'évoluer au cours du marché (déménagement, suppression ou ajout de site), et ce sans surcoût pour le CHCP et les HDL.

3-3 Modalité de livraison

Les fournitures livrées seront d'origine « constructeur ».

Les fournitures seront accompagnées d'un bulletin de livraison, indiquant :

- Le nom du titulaire du marché,
- La date d'expédition et de livraison,
- La référence de la commande (le titulaire fera apparaître sur le bon de livraison l'unité gestionnaire dans laquelle a été passée la commande),
- La nature de la livraison,
- Les quantités livrées,
- Les prix unitaires et totaux.

TITRE IV – EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX

4-1 Généralités

4-1-1 Introduction

Le Titulaire du marché de maintenance est chargé des travaux sur la base du Bordereau de Prix Unitaires :

- Modernisation
- Mises en conformité aux réglementations
- Remplacement ou mise en place de nouvel équipement maintenance curative

Quelle que soit la nature des travaux, une consultation peut être effectuée par l'établissement, dans ce cas le Titulaire du marché de maintenance est systématiquement consulté.

Le Titulaire, dans le cadre du présent marché de travaux, ou missionné par Ordre de Service, a la charge de réaliser les travaux ou les ouvrages aux conditions définies par le présent marché, jusqu'au parfait achèvement, suivant les règles de l'art et compte tenu des règlements en vigueur.

Les prix sont établis grâce au Bordereau des Prix Unitaire (BPU) renseigné par le Titulaire.

Le Titulaire est réputé avoir visité les lieux préalablement, il reconnaît avoir la complète connaissance des équipements concernés, de leurs abords, de leur environnement et de leurs conditions d'accès.

En conséquence, le Titulaire est déclaré, pour le bon déroulement des opérations :

- Avoir la maîtrise de la maintenance des équipements existants ;
- Avoir la maîtrise des règles de l'art relatives à la création dans le cas de leurs remplacements, de leurs transformations, ou de leurs modernisations suivant les spécifications techniques du présent marché ;
- Avoir en charge les équipements concernés en toute connaissance de cause et les accepter dans l'état ;
- Avoir estimé les sujétions particulières d'exécution ;
- Avoir signalé à l'établissement adhérent, lors de la remise de son offre, les désaccords ou observations éventuels sur le présent cahier des charges et du B.P.U, le cas échéant
- Avoir effectué les relevés nécessaires, lui permettant de réaliser l'étude de cette opération de travaux
- Avoir mesuré :
 - Les difficultés de circulation, de passage, concernant l'approvisionnement et la manutention du matériel neuf ou démonté,
 - Les conditions d'interventions et les moyens nécessaires qui sont, sur proposition du Titulaire, validées par l'établissement ;
 - Les plages horaires pendant lesquelles les travaux bruyants ne pourront pas être effectués ;
 - Les plages horaires d'indisponibilité de certains équipements (équipements bloc par exemple).

En aucun cas, le Titulaire ne pourra invoquer, après signature du marché, des omissions, des erreurs, des contradictions ou interprétations dans le dossier marché pour se soustraire, se limiter dans l'exécution des travaux, ou refuser de réaliser, dans le cadre de ses engagements, tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement et à la parfaite utilisation des équipements.

4-1-2 Dispositions particulières en site occupé

En raison du déroulement des travaux dans un bâtiment hospitalier occupé, le Titulaire devra :

- Apporter le moins de perturbations possible dans la vie du bâtiment ;

- Etudier un mode opératoire des travaux afin de réduire le délai d'immobilisation et la durée des interventions ;
- Prévoir les protections et les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel de l'établissement, des personnes hospitalisées, du public et des intervenants ;
- Eviter d'encombrer l'usage des passages de circulation (et conserver, si les lieux le permettent, les largeurs de passage conformes aux réglementations des ERP) ;
- Evacuer ses gravats et s'assurer en permanence de la propreté du chantier dans le respect des règles d'hygiène de l'hôpital ;
- Protéger les ouvrages existants ;
- Remettre et tenir à jour un planning détaillé, phase par phase des interventions, de manière à assurer l'information permanente des usagers, du Maître d'ouvrage et du Maître d'Œuvre sur les travaux en cours et à venir. Toute modification au planning devra faire l'objet d'une note rectificative au CHCP et aux HDL, indiquant les motifs du retard ;
- Respecter les horaires de travail préalablement définis avec le responsable technique de l'établissement :
 - Dans le souci notamment de limiter la gêne occasionnée par le bruit,
 - Afin d'adapter les contraintes liées aux travaux, aux conditions d'exploitation de l'établissement. A cette fin, les travaux pourront être réalisés en horaires décalés ;
- Informer ses employés du devoir de discrétion qui leur incombe et notamment de respecter la charte de l'établissement.

4-1-3 Assurance

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier dans un délai de **15 jours calendaires** à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4-2 Prescriptions techniques

4-2-1 Définition du matériel proposé

La proposition du Titulaire sera considérée comme étant conforme au C.C.T.P.

Toutefois, le Titulaire fournira un descriptif technique concernant le matériel proposé (caractéristiques techniques, entraînement, commande, etc.),

Le Titulaire doit la totalité du matériel pour assurer la réalisation complète, la sécurité et le bon fonctionnement des équipements.

4-2-2 Qualité du matériel

Toutes les fournitures, matériels, appareillages, etc..., seront neufs, de bonne qualité et seront d'un modèle non personnalisé, non codé, ne nécessitant pas l'emploi d'outillage spécial ou de logiciel spécifique.

Les pièces de rechange ou détachées devront être en vente libre (accessibles pour tout entrepreneur du secteur "objet du marché" en France).

Il appartient au Titulaire qui demeure seul responsable des travaux de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par le CHCP ou les HDL ou par l'Assistant à Maître d'Ouvrage ne pourra avoir pour effet de dégager la responsabilité du Titulaire.

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Les normes visées par le marché sont celles dont la date de prise d'effet est antérieure de trois mois au premier jour du mois d'établissement des prix, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

Dans le cas où le marché se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.

4-2-3 Provenance des matériaux et produits

Le Titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfassent aux conditions fixées par le marché et aux exigences de sécurité des normes dont ils relèvent.

Le Titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

4-2-4 Essais et vérification de fonctionnement

Après achèvement complet des travaux pour chaque équipement, il sera procédé aux vérifications et essais conformément aux exigences en vigueur. Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge du Titulaire qui devra également prévoir tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires, le matériel restant sa propriété.

4-3 Réception des travaux

4-3-1 Essais réglementaires et réception de l'ouvrage

Dans son offre, le Titulaire effectuera les essais réglementaires. Le Titulaire fournira les caractéristiques des matériels.

Ces pièces seront communiquées au représentant du CHCP et des HDL et le cas échéant à l'Assistant à Maître d'Ouvrage.

4-3-2 Mise en service

Sauf modalités particulières, la mise en service intervient normalement après réception de chaque équipement et ratification de l'état des lieux contradictoire établi sans réserve entre le Titulaire et le CHCP ou les HDL ou son Assistant à Maître d'Ouvrage.

L'acceptation par les parties de la mise en service ne vaut toutefois pas réception (ou admission).

Le PV de réception sera formalisé sur un support dédié.

Pendant cette période, le Titulaire doit procéder aux réglages définitifs et en liaison conforme avec les documents d'exploitation fournis à la réception.

4-3-3 Visa de documents d'exécution

AVANT TRAVAUX :

Les documents que le Titulaire doit établir au titre de son marché seront remis au CHCP et aux HDL ou à son Assistant à Maître d'Ouvrage dans un délai de 20 jours à compter de la commande.

Si le CHCP ou les HDL, ou son Assistant à Maître d'Ouvrage constatent que ces documents ne sont pas conformes au projet, ils disposent, à partir de la remise, d'un délai de **15 jours calendaires** pour en informer le Titulaire qui doit, dans le même délai, fournir des nouveaux documents corrigés. Le CHCP ou les HDL ou son Assistant à Maître d'Ouvrage délivrent leur visa sur les documents conformes au projet.

Le Titulaire ne saurait être tenu pour responsable des dépassements d'échéances au cas où les informations requises par lui, ne lui auraient pas été fournies en temps utile.

Tous les documents et plans n'ayant pas obtenu le visa de contrôle de l'établissement ou de l'Assistant à Maître d'Ouvrage seront considérés comme nuls.

APRES ACHEVEMENT :

Après achèvement des travaux, le Titulaire est tenu de fournir, sous un délai de 15 jours, en trois exemplaires, un dossier technique rédigé en français comportant :

- Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des équipements et particulièrement pour la sécurité ;
- Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus codes de défaut, programmation des paramètres ;
- Les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation ;
- Les notices de réglage et de maintenance des opérateurs de portes cabines ;
- Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage ;
- Les documents demandés par tout organisme de contrôle.

4-3-4 Garantie

Une garantie de 1 an sera assurée dans le cadre des travaux réalisés y compris dans la situation où cette garantie court au-delà de l'échéance du contrat de maintenance.

Tous les documents seront disponibles en français. Les éventuelles abréviations sur les schémas feront l'objet d'un lexique de correspondance permettant à toute entreprise d'assurer la maintenance et le dépannage.

4-4 Modalités de chantier

4-4-1 Programme et Calendrier d'exécution

Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés et le calendrier d'exécution des travaux précisant la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution.

4-4-2 Exécution des travaux

Ces prestations peuvent être effectuées en dehors des heures ouvrées. Le Titulaire soumettra son planning au CHCP et aux HDL qui décidera, en fonction des impératifs des services hospitaliers, des ajustements nécessaires.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des travaux prévus dans le présent marché.

Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des travaux peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers.

Le Titulaire maîtrise en permanence tous les risques d'accident tant corporel que matériels inhérents aux chantiers en appliquant les mesures de protection nécessaires et en respectant les règles en vigueur, notamment en matière d'Hygiène et Sécurité.

Les prestations à exécuter au titre du présent marché prévoient notamment la fourniture et la pose de l'ensemble du matériel nécessaire à la mise en œuvre de l'équipement conformément aux spécifications du présent C.C.T.P., des travaux de serrurerie, des travaux de peinture, la dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé.

L'installation de l'équipement devra être faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte que pour éviter toute détérioration des ouvrages des autres corps de métier.

Lors de la prise en charge des équipements, le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de leur état et ne saurait de fait se prévaloir d'aucun supplément en cours d'exécution.

4-4-3 Visites et investigations

Le Titulaire ne doit pas s'opposer aux visites, investigations et prélèvements que l'Assistant à Maître d'Ouvrage estime nécessaire de faire ou de faire réaliser pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du marché ou auxquels le contrôleur technique estimerait nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission telle quelle est communiquée au Titulaire.

4-4-4 Suivi de chantier

Le Titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier, provoquées par le CHCP ou les HDL, pendant toute la durée de l'opération.

Le Titulaire déléguera un responsable ou technicien qualifié, agréé par l'Assistant à Maître d'Ouvrage avec le pouvoir de décision. Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu réalisé par le CHCP ou les HDL ou son assistant, avec une diffusion aux différents intervenants, dans le but de :

- Formaliser l'avancement des travaux ;
- Mesurer les risques de dépassement des délais, et d'apporter les remèdes correctifs afin de recalculer le planning d'exécution ;
- Valider l'information effectuée par voie d'affichage auprès des services ;
- Vérifier si les mesures de sécurité et les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé sont bien respectées ;
- Confirmer les décisions prises aux cours des réunions précédentes.
- Si le compte-rendu ne fait pas l'objet de contestations au plus tard au cours de la réunion de chantiers suivante, les remarques, les observations ou les dispositions consignées seront contractuelles et acceptées.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le Titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de **30 jours calendaires** après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

4-4-5 Propreté du chantier

Le Titulaire prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre dudit chantier et la gestion des déchets du chantier, conformément aux procédures liées aux règles de bio nettoyage du CHCP et des HDL.

Les sols, tapis, circulations et escaliers seront à maintenir quotidiennement en bon état de propreté.

Le cheminement de livraison sera convenu entre l'établissement adhérent et le Titulaire qui procédera, s'il y a lieu, au balisage et à la protection des sols par des matériaux conformes en tenue au feu aux exigences des ERP/IGH et aux règles d'hygiène des hôpitaux. Les livraisons se feront aux horaires convenus avec les CHCP et les HDL, afin de ne pas perturber l'activité hospitalière de l'établissement.

Le nettoyage des ouvrages sera effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravats, déchets et emballages divers devront être évacués du chantier de façon continue.

4-4-6 Hygiène et sécurité

L'attention du Titulaire et de ses éventuels sous-traitants est attirée sur le fait que ces travaux sont à effectuer dans un milieu hospitalier aux règles d'hygiène strictes.

La sécurité des intervenants et des usagers doit être particulièrement encadrée.

L'établissement (ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage) aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le Titulaire devra s'y conformer sans délai.

Tous les intervenants seront équipés d'Equipements de Protection Individuels (EPI) adaptés au chantier de modernisation.

Chaque fois que cela est possible, les Equipements de Protection Collectives seront privilégiés et posés en début de chantier.

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse était détectée, le chantier sera immédiatement arrêté et ne reprendra qu'à la correction du danger et sa validation par l'Assistant à Maître d'Ouvrage. Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés seront à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire respectera tous les règlements en vigueur. Il appartient au Titulaire de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il jugera utile de mettre en œuvre.

Tous les équipements de levage utilisés sur le chantier devront avoir une fiche de vérification à jour. Une copie des fiches sera adressée au Maître d'œuvre avant toute utilisation.

En cas de manquement du Titulaire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le pouvoir adjudicateur pourra résilier de plein droit le contrat du Titulaire au niveau de l'établissement du GHT (travaux et maintenance) sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé au CHCP et aux HDL.

Tout le personnel affecté à la réalisation des travaux doit être en possession d'une habilitation électrique.

4-4-7 Protection de l'environnement

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le Titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

4-4-8 Amiante

L'établissement du GHT doit communiquer le Dossier Technique Amiante (DTA) à toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment et conserver une attestation écrite de cette information, conformément aux dispositions de l'Article R1334-28 du Code de la Santé Publique. En cas de présence de matériaux amiantés, le Titulaire pourra ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires.

L'établissement du GHT a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un document technique amiante. Aucun surcout ne pourrait être demandé par le Titulaire en cas de méconnaissance des documents transmis dans la présente consultation.

Le Titulaire fournira au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

Si, à l'occasion des études préalables, le Titulaire identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier technique Amiante, il est tenu d'en informer immédiatement le CHCP et les HDL.

Le cas échéant, le Titulaire détaillera dans le cadre de son offre les mesures prises relatives à ces matériaux et identifiera dans son offre le montant résultant de l'adaptation de sa méthodologie et des éventuels surcouts liés à la protection de ses intervenants et des usagers. Si, durant les phases travaux, le Titulaire découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés, il est tenu d'en informer le CHCP et les HDL, et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.

Le CHCP et les HDL convoqueront le Titulaire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

REPERAGE AVANT TRAVAUX :

Avant le démarrage des travaux, le CHCP et les HDL font réaliser un repérage avant travaux conformément aux prescriptions imposées par l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

4-4-9 Communication pendant la phase du Chantier

30 jours calendaires maximum avant le début du chantier, le Titulaire confirmera aux services techniques du CHCP et des HDL son planning de travaux en s'engageant particulièrement sur :

- La date d'installation de l'équipe travaux ;
- La date et l'heure de livraison des matériels ;
- La date d'arrêt de l'équipement ;
- Les plages de dates et d'heures des travaux bruyants ; - La date de remise en service de l'équipement.

Toute information postérieure venant modifier ce planning devra faire l'objet d'un nouvel affichage aux frais du Titulaire (information des utilisateurs).

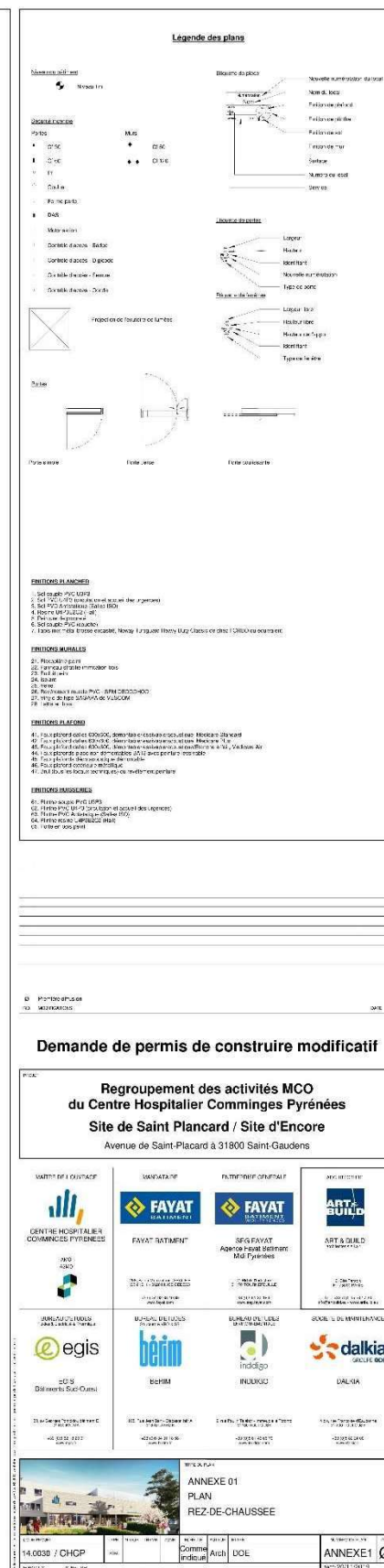
Le Titulaire se conformera à la politique générale de communication du CHCP et des HDL.

ANNEXE 1

LISTING MATERIEL CHCP

BATIMENT	N° PORTES	DESIGNATIONS	MARQUE	ANNEE	PARTICULARITE	DESIGNATION
Extérieur	EXT-BA-01	BARRIERE ENTREE PARKING EMPLOYES	CAME	déc-19	BASCULANTE	BARRIERE
	EXT-BA-02	BARRIERE SORTIE PARKING EMPLOYES	CAME	déc-19	BASCULANTE	BARRIERE
	EXT-BA-03	BARRIERE ENTREE PRINCIPALE/URGENCES	CAME	déc-19	BASCULANTE	BARRIERE
	EXT-BA-04	BARRIERE ENTREE COTE PHARMACIE/LIVRAISON	FAAC	2004	BASCULANTE	BARRIERE
	EXT-BA-05	BARRIERE SMUR HELIPORT/FACE IMAGERIE	CAME	2008	BASCULANTE	BARRIERE
	EXT-PR-01	PORTAIL ENTREE HELISTATION	CAME	2024	COULISSANT	PORTAIL
Urgences	INTERNAT-PR-01	PORTAIL INTERNAT/SMUR	PBS	2016	DOUBLE VANTAIL	PORTAIL
	URG-PR-01	PORTAIL ENTREE SAS POMPIERS/URGENCES	HORMANN	2018	SECTIONNELLE	PORTAIL
	URG-PR-02	PORTAIL SORTIE SAS POMPIERS 1/URGENCES	HORMANN	2018	SECTIONNELLE	PORTAIL
	URG-PR-03	PORTAIL SORTIE SAS POMPIERS 2/URGENCES	HORMANN	2018	SECTIONNELLE	PORTAIL
FPA	FPA-PA-01	PORTE AUTO ENTREE FPA PUBLIC	GEZEMATIC	1966	PORTE BATTANTE 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
EHPAD ORELIA	FPA-PA-02	PORTE AUTO ENTREE GALERIE DE LIAISON FPA/USN	TORMAXX	2018	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	ORELIA-PA1	PORTE AUTO ENTREE PRINCIPALE EXTERIEURE	RECORD	2025	ORTE A EFFACEMENT 4 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	ORELIA-PA2	PORTE AUTO ENTREE PRINCIPALE EXTERIEURE	RECORD	2025	ORTE A EFFACEMENT 4 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
USN	USN-PA-01	PORTE AUTO GALERIE DE LIAISON USN/FPA PORTE USN	TORMAXX	2018	PORTE BATTANTE 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	USN-PA-02	PORTE AUTO SERVICES LOGISTIQUES BATIMENT USN	FSSON	2016	PORTE BATTANTE 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	USN-PA-03	PORTE AUTO ACCES AMBULANCES USN/ANCIEN STAND	BEZAM	2006	PORTE BATTANTE 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	MAG-RM-01	RIDEAU METALLIQUE		1992	RIDEAUX A ENROULEMENT	PORTES MOTORISEE
	BUAND-RM-01	RIDEAU METALLIQUE		1992	RIDEAUX A ENROULEMENT	PORTES MOTORISEE
	ADMIS-RM-01	RIDEAU METALLIQUE	RECORD	2019	RIDEAUX A ENROULEMENT	PORTES MOTORISEE
	CAFET-RM-01	RIDEAU METALLIQUE	RECORD	2019	RIDEAUX A ENROULEMENT	PORTES MOTORISEE
MCO	MCO-PA-01	PORTE AUTO ENTREE PRINCIPALE MCO 1 COTE EXTERIEUR	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	MCO-PA-02	PORTE AUTO ENTREE PRINCIPALE MCO 2 COTE INTERIEUR	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	MCO-PA-03	PORTE AUTO TERRASSE COUVERTE MCO	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	MCO-PA-04	PORTE AUTO ENTREE AMBULANCIERS MCO	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	MCO-PA-05	PORTE AUTO SERVICES LOGISTIQUE USN/MCO	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	MCO-PA-06	PORTE AUTO ENTREE URGENCES/ COULOIR LOGISTIQUE	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
Plateau technique	URG-PA-01	PORTE AUTO ENTREE URGENCES PATIENTS COTE EXTERIEUR	RECORD	2018	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	URG-PA-02	PORTE AUTO ENTREE URGENCES PATIENTS COTE INTERIEUR	RECORD	2018	ORTE A EFFACEMENT 4 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	URG-PA-03	PORTE AUTO ENTREE SALLE ATTENTE URGENCES/SERVICE UR	RECORD	2018	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	URG-PA-04	PORTE AUTO ENTREE URGENCES/COULOIR RADIOLOGI	RECORD	2018	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	URG-PA-05	PORTE AUTO SAS POMPIERS/URGENCES	RECORD	2018	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	URG-PA-06	PORTE AUTO URGENCES/DECHOQUAGE	RECORD	2018	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	URG-PA-07	PORTE AUTO SAUV URGENCES	RECORD	2018	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	URG-PA-08	PORTE AUTO DECHOQUAGE/ SAS REANIMATION	RECORD	2018	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	URG-PA-09	PORTE AUTO ENTREE URGENCES/REANIMATION	RECORD	2018	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	URG-PA-10	PORTE AUTO SAS REANIMATION /OPEN SPACE REANIMAT	RECORD	2018	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	URG-PA-11	PORTE AUTO ATTENTE BOX/BOX TRI	RECORD	2023	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	IMAG-PA-01	PORTE ENTREE IMAGERIE COTE EXTERIEUR	TORMAXX	2017	ORTE A EFFACEMENT 4 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	IMAG-PA-02	PORTE ENTREE IMAGERIE COTE INTERIEUR	TORMAXX	2017	ORTE A EFFACEMENT 4 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
Pharmacie	PHAR-PA-01	PORTE AUTO CHIMIO PHARMACIE	BEZAM	2004	PORTE BATTANTE 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-01	PORTE AUTO HDJ/SAS BLOC OP	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-02	PORTE AUTO SAS BLOC OP/HDJ	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-03	PORTE AUTO BLOC OP/REVEIL	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-04	PORTE AUTO ANESTHESIE/BLOC OP	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-05	PORTE AUTO SAS TRANSFERT /BLOC OP	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-06	PORTE AUTO COULOIR ENTREE BLOC/SAS TRANSFERT	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-07	PORTE AUTO REVEIL/ COULOIR ENTREE BLOC	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-08	PORTE AUTO ENTREE BLOC	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-09	PORTE AUTO BLOC OBSTETRICAL/ BLOC OP	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-10	PORTE AUTO BLOC OP/BLOC OBSTETRICAL	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-11	PORTE AUTO REA NVX NES/COULOIR BLOC OP	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-12	PORTE AUTO BLOC 1	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-13	PORTE AUTO BLOC 1 REA NVX NES	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-14	PORTE AUTO BLOC 2	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-15	PORTE AUTO BLOC 3	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-16	PORTE AUTO BLOC 4	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-17	PORTE AUTO BLOC 5	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-18	PORTE AUTO BLOC 6	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE
	BLOCS-PA-19	PORTE AUTO LAVAGE ENDOSCOPIE	RECORD	déc-19	ORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEE

PLAN









LISTING MATERIEL HDL

CRF-1	PORTE AUTO ENTREE EXTERIEUR	MANUSA	juin-19	PORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEES
CRF-2	PORTE AUTO INTERIEUR	MANUSA	juil-19	PORTE A EFFACEMENT 1 VANTAIL	PORTES MOTORISEES
CCG-1	PORTE AUTO ENTREE EXTERIEUR	PORTALP	juin-02	PORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEES
CCG-2	PORTE AUTO ENTREE INTERIEUR	PORTALP	juin-02	PORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEES
CCG CUISINE-1	RIDEAUX PVC QUAI DE DECHARGEMENT 1	CRAWFORD	2002	RIDEAUX A ENROULEMENT	PORTES MOTORISEES
CCG CUISINE-2	RIDEAUX PVC QUAI DE DECHARGEMENT 2	CRAWFORD	2002	RIDEAUX A ENROULEMENT	PORTES MOTORISEES
ANTICHAN -1	PORTE AUTO ENTREE EXTERIEUR	TORMAX	2015	PORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEES
ANTICHAN-2	PORTE AUTO ENTREE INTERIEUR	TORMAX	2015	PORTE A EFFACEMENT 2 VANTAUX	PORTES MOTORISEES